

Glyphosate: une torpille supplémentaire pour couler le monde agricole

Article rédigé par *Liberté politique*, le 28 septembre 2017

[source: boulevard Voltaire]

Quand on vous parle d'agriculture biologique, il faut savoir que les coûts de main-d'œuvre pour cette manière de produire sont largement supérieurs à ceux de l'agriculture traditionnelle.

Pour imager cela, je dois dire que lorsque j'étais exploitant agricole, avec deux cents centimètres cubes de Roundup (matière active : glyphosate) dilués dans 10 litres d'eau, je désherbaï les plaques de chiendent d'un hectare de vigne, et en une heure de temps seulement. Un passage annuel était suffisant. Avec une houe, il m'aurait fallu quatre heures pour faire le même travail, sachant qu'un deuxième passage est nécessaire.

Inutile de vous dire que dans un contexte de concurrence mondiale effrénée où, à temps de main-d'œuvre équivalents, les coûts d'exploitation sont déjà largement supérieurs à ceux de nos concurrents, il est inimaginable de se passer du glyphosate.

À moins que la recherche ne trouve une solution de remplacement, l'interdiction du fameux désherbant est donc criminelle pour le revenu de l'agriculteur.

L'agriculteur français est, de fait, la victime de personnes qui prônent une idéologie bien loin des réalités du terrain. Nicolas Hulot, qui veut un arrêt définitif de l'utilisation de cet herbicide, bénéficie de revenus grassement assurés par les dividendes de la « pas très écologique marque Ushuaïa », dont les produits sont sur la « liste rouge » des produits chimiques dangereux. Comment, donc, cet homme peut-il se permettre de s'ériger en donneur de leçons à une profession qui subit tous les handicaps possibles et imaginables ?

Charges sociales élevées, contraintes écologiques irréalisables, impôts fonciers et droits de succession lourds, prix non rémunérateurs, revenus de misère, etc., sont les torpilles qui coulent le bateau Agriculture.

Si chacun a le souci d'avoir une nourriture saine, il serait temps de redescendre sur terre, et de ne pas considérer l'agriculteur comme un sauteur en hauteur à qui l'on demanderait de franchir une barre fixée à deux mètres au-dessus du sol avec un sac de cinquante kilos sur le dos.

N'oublions pas que, sous le règne de Louis XIV, avec une agriculture forcément biologique, notre beau pays, qui comptait à peine vingt millions d'habitants, connaissait encore des famines et l'espérance de vie était de quarante ans. N'est-ce pas grâce à la chimie que nous vivons aujourd'hui plus de quatre-vingts ans en moyenne ?

Pour résoudre le problème du danger des pesticides, il nous faut donc savoir raison garder.

Pour le moment, c'est l'ensemble de la société qui paye les coûts cachés de l'utilisation des pesticides. Que ces beaux princes de l'écologie, sous le principe du pollueur payeur, ne vous convainquent pas de les faire payer exclusivement par l'agriculteur, avant que des solutions soient trouvées pour cultiver autrement. Sinon, vous assisterez à l'achèvement du monde paysan.

L'écologie est l'affaire de tous, et les personnes qui vivent du travail de la terre ne doivent pas être le baudet « *qui avait tondu de ce pré la largeur de sa langue* », dans la fable *Les animaux malades de la peste* de Jean de La Fontaine.

Que le « Non au glyphosate » ne soit pas le procès caché de la firme Monsanto (inventeur du glyphosate) et la torpille de trop qui fera couler le monde agricole.

Michel Prade